

Vers un parti ouvrier trotskyste

Abandon de dirigeants..... Non-parution de la « Vérité »... Nos amis commençaient à craindre, même à douter. Bien entendu, les ennemis se frottaient les mains. Le coup a été dur, le parti a été ébranlé. Mais il a survécu : le trotskysme reste vivant en France.

Quatre événements de la « Vie du Parti » : le 5^e congrès du parti, le congrès de la région parisienne, l'école de cadres, celle des jeunes, peuvent servir de repères. Incontestablement, il y a progrès et renforcement. Il ne s'agit ni de chanter victoire, ni de bluffer : beaucoup reste à faire et il faut encore travailler avec acharnement, faire repartir la « Vérité » hebdomadaire, consolider des régions de province, assurer quelques permanents.

Où était la faiblesse ?

Il faut avoir clairement conscience de la nature du mal dont souffrait le parti. Malgré son programme révolutionnaire prolétarien, notre parti n'était pas assez prolétarien dans sa composition sociale ou dans ses méthodes d'organisation. L'insuffisance de militants ouvriers, de liaison avec la classe ouvrière, l'insuffisance de discipline et de cohésion, voilà ce dont souffrait le parti. Il n'y a nulle honte à le dire.

Lors de l'abandon d'ex-dirigeants, nous avons clairement dit : il s'agit d'une aile petite-bourgeoise du parti qui est incapable de résister à l'énorme pression politique et idéologique que font peser sur le monde Washington et le Kremlin. Leur manque d'attachement profond au marxisme, c'est-à-dire à la classe ouvrière, et leur manque de confiance dans la classe ouvrière leur font abandonner le parti pour la queue de la Troisième Force, le R.D.R. (après d'ailleurs avoir vu, la veille, dans la prestainienne « Bataille socialiste » le dernier espoir, R.D.R. « Bataille socialiste », ballottés d'un côté à l'autre pour avoir quitté le solide terrain de classe, ils étaient dans nos rangs un signe du passé et non le signe de l'avenir. Après l'échec des grèves de novembre-décembre, ils jetèrent le manche après la cognée.

Alors que le parti, grâce à l'expérience des masses ouvrières, pénétrant davantage dans les entreprises et les syndicats, alors qu'il tendait à se transformer à sa base en un parti prolétarien, une partie des dirigeants se trouvait chaque jour moins à son aise dans un tel parti.

Ils avaient été formés durant la période où la classe ouvrière subissait défaite sur défaite dans le monde entier (Chine 1927, Allemagne 1933, Espagne, France), et, reculant devant la bourgeoisie internationale, ne se rapprochaient évidemment pas des idées révolutionnaires. Les trotskystes constituaient alors de petits groupes tirant les leçons, mais avec très peu de liaisons avec le vivifiant milieu ouvrier. Les abandons se succédaient au même rythme que les scissions. Notre programme révolutionnaire se précisait ; la IV^e Internationale continuait — surtout d'ailleurs grâce à l'activité étonnante de Léon Trotsky — mais nous restions des groupes de propagande peu liés avec la classe.

Les horreurs de la guerre impérialiste ont tiré de la passivité des millions de prolétaires, dans les métropoles comme dans les colonies. Le stalinisme s'est renforcé, mais parce que les travailleurs voyaient en lui le communisme. Car c'est le communisme, le programme de la révolution prolétarienne qu'ils cherchent. Nos idées pénétrèrent dans la classe ouvrière, d'où nous viennent maintenant des militants dégoûtés du stalinisme et de la social-démocratie, des jeunes, remplis de la soif d'assimiler le trotskysme.

Notre parti, notre internationale se transformèrent. C'est un cours nouveau !

PLUS EXACTEMENT, C'EST UN COURS NOUVEAU POSSIBLE, car rien ne se fait automatiquement. Une avant-garde chaque jour plus nombreuse PEUT venir au parti. Mais encore faut-il la convaincre et la faire venir dans un parti où elle soit chez elle, un parti qui, par ses mots d'ordre, ses méthodes d'organisation, sa discipline, ses traditions, son éducation, soit prolétarienne. C'est cette nécessité de se transformer qui a fait fuir des leaders pour qui le trotskysme était seulement des idées mais non une action de classe.

Telles sont la source et la nature de la crise du P.C.I.

Sur quelle ligne sommes-nous aujourd'hui ? Vers une plus grande prolétarisation, vers l'abandon du laisser-aller organisationnel qui décourage les meilleurs, vers une liaison plus grande avec la classe ouvrière, vers une fidélité accrue à nos principes ?

À ces questions, le 5^e Congrès et les écoles du parti répondent : oui ! « L'atmosphère » générale du parti le confirme (surtout dans la Région parisienne). La cohésion, l'attachement au parti, l'enthousiasme, la volonté de construire un parti ouvrier trotskyste existent et se développent. Dans les usines, nos camarades acquièrent de l'expérience et de l'autorité, grâce à leur courage et à la justesse de nos mots d'ordre. Des adhésions sont enregistrées dans les cellules d'usine.

Il reste encore énormément à faire — nous ne le répéterons jamais assez — mais peut-on fermer les yeux sur ces phénomènes ?

Le 5^e Congrès

Il n'était pas parfait. Plusieurs régions n'avaient pu se faire représenter. Les effectifs se réduisaient moins grands qu'au cours de la crise. Des questions très importantes, comme la construction d'une organisation de jeunes, n'ont pas pu être (faute de temps) discutées à fond.

Mais plusieurs choses ressortaient sans équivoque : sur le plan organisationnel, la pagaille que l'on disait traditionnelle et inhérente au trotskysme, a été remplacée par l'ordre et la discipline dans les travaux. Les

épuisantes batailles de tendances sur des problèmes généraux disparurent derrière des séances de travail où les problèmes posés par l'action et le développement du parti étaient le centre de l'intérêt. Ce qui ne signifie ni le manque de démocratie ni le monolithisme artificiel. Les militants ouvriers apportèrent les leçons de leur expérience de lutte d'une année — et quelle année ! — dans la classe ouvrière, pour ajuster et préciser nos mots d'ordre.

Tout ceci ne constitue encore que des signes, pas encore assez généralisés dans toute la vie du parti. Mais de quelle importance !

L'ordre du jour comportait la discussion politique, le rapport sur le 2^e Congrès mondial, le rapport d'activité.

LA DISCUSSION POLITIQUE :

Le mot d'ordre central adopté par le congrès fut celui du FRONT UNIQUE, face aux attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs, il faut lutter pour recréer l'unité d'action dans tous les domaines. Pour cela, notre parti fera, à certaines occasions, des propositions de front unique au P.S. et au P.C.F., mais il luttera, avant tout, pour recréer cette unité par la constitution de COMITÉS DE FRONT UNIQUE (sous telle ou telle dénomination concrète) que les travailleurs de toute appartenance politique ou syndicale élitront dans les entreprises et les quartiers, après avoir discuté démocratiquement des objectifs qu'ils fixent à leur lutte.

Le congrès répudia, comme erronée, la proposition de front unique sur les 20 % d'augmentation de salaire, faite par le Bureau politique, après l'échec des grèves de novembre-décembre, au P.S. et au P.C.F. Ce mot d'ordre n'étant pas de nature à recréer l'unité ouvrière mais, au contraire, à augmenter la division, en donnant 2.000 francs d'augmentation aux plus exploités des travailleurs, et quelques dizaines de mille francs aux cadres élevés.

La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan appliquant sous le contrôle des masses un programme anticapitaliste doit être l'objectif de l'action commune des travailleurs.

J. Privas rapporta, au nom de la majorité du C.C. Chaulieu, G. Bloch et Gallienne, au nom des minorités. Des amendements au texte majoritaire furent défendus par Houdon.

La résolution majoritaire fut adoptée par 29 voix (5 à la résolution Chaulieu, 2 à Bloch, 2 à Gallienne).

RAPPORT SUR LE 2^e CONGRÈS MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE.

P. Frank, au nom de la majorité, et Chaulieu, au nom de la minorité, rapportèrent sur les travaux du congrès mondial. Les lecteurs trouveront tous les documents adoptés à ce congrès dans la revue « Quatrième Internationale ».

Le congrès du P.C.I. adopta la résolution suivante :

Le V^e Congrès du P.C.I. enregistre avec satisfaction :

a) L'importante représentation au Congrès mondial comme l'expression des progrès accomplis par la IV^e Internationale et des possibilités importantes qui s'offrent à elle, notamment dans les pays à jeune mouvement ouvrier (pays coloniaux, Amérique latine, etc.).

b) Le fait que la croissance numérique a été accompagnée d'une homogénéité politique, en dépit des difficultés d'organisation des années de guerre et de la perte de Trotsky, par suite de la fidélité au programme de l'Internationale.

Le V^e Congrès du P.C.I. approuve l'orientation générale définie par le II^e Congrès mondial, en vue d'aider notre organisation à passer du stade de groupe propagandiste à celui de parti des masses et dirigeant les luttes de celles-ci. Il appelle tous les membres du parti à assimiler les documents issus du Congrès mondial, afin qu'ils puissent en être guidés dans leur activité quotidienne. Il invite également tous les membres du parti à utiliser, dans leur propagande et leur agitation, le fait même de la tenue du II^e Congrès mondial comme un des moments du développement politique de la classe ouvrière, comme une manifestation de l'unité internationale du prolétariat.

Le V^e Congrès du P.C.I. apprécie particulièrement l'aide apportée par le II^e Congrès mondial dans les difficultés, par suite de la rupture d'une ancienne direction.

Le P.C.I. adresse son salut fraternel à l'Internationale et à toutes ses sections, ouvrera de toutes ses forces à devenir un véritable parti prolétarien dans une Internationale qui deviendra le centre incontesté de la révolution prolétarienne mondiale.

Puis le congrès discuta sur la situation en Yougoslavie et la crise du stalinisme. Une résolution légèrement divergente de la position du Secrétariat international sur cette question fut adoptée. Elle souligne, d'ailleurs, que ce sont les décisions internationales qui sont seules appliquées par le parti français.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les causes et les origines de la crise du parti, résumées dans cet article, furent étudiées. Renforcer le travail des cellules d'entreprise, donner à chaque militant un milieu de travail dans la classe ouvrière, furent les décisions les plus importantes.

Les deux délégués, en accord avec Gallienne, demandèrent que soit rompue la discipline qui nous lie à la IV^e Internationale. Devant le refus du reste du congrès, ils quittèrent celui-ci.

Le Comité Central et la Commission de Contrôle furent élus. Le C.C. est composé des camarades suivants : Arthaud, Bleibtreu, Bloch, Brassamin, Chaulieu, Corvin, Frank, Lambert, Lefebvre, Marc, Marin, Mestre, Minguet, Privas, Renard, Righetti, Sorel, Thourrel, Vany.

(A suivre.)

La conférence des « AMIS DE LA VÉRITÉ »

Bien qu'organisées très près des vacances et alors que la Vérité ne paraissait plus régulièrement, les trois conférences des « Amis de la Vérité » sur les Indes, la Palestine et la crise du P.C. yougoslave furent un succès.

Discussion riche et même un peu épre, souscription financière sérieuse. Le parti dispose d'un large réseau de sympathisants. A des titres divers, ceux-ci sont prêts à nous venir en aide, prêts à participer à l'organisation des « Amis de la Vérité », pour que leur journal vive.

Souscription des « AMIS DE LA VÉRITÉ »

Cartes N° 776 : 100 fr. N° 147 : 50 fr. N° 2.133 : 100 fr. N° 2.131 : 50 fr. N° 2.168 : 100 fr. N° 2.215 : 600 fr. N° 2.234 : 100 fr. N° 2.075 : 80 fr. N° 2.168 : 100 fr. N° 2.261 : 50 fr. N° 2.177 : 200 fr. N° 2.064 : 100 fr. N° 2.072 : 50 fr. N° 2.051 : 70 fr. N° 2.050 : 200 fr. N° 2.828 : 25 fr. N° 2.827 : 10 fr. N° 2.052 : 50 fr. N° 2.872 : 200 fr. Bra : 375 fr. Tut : 20 fr. Des ouvriers de l'usine Chausson : 600 fr. X. : 50 fr. Cellule Gnome : 300 fr. N° 2.829 : 50 fr. N° 2.837 : 30 fr. Pour lutter contre la répression des travailleurs vietnamiens de B. : 5.000 fr. Maferty : 50 fr. 30 fr. 1.000 fr. TOTAL : 9.690 fr.

On nous prie d'insérer :

La région Ile-de-France du Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse prépare actuellement une grande exposition destinée à montrer l'effort des aîstés dans le secteur des loisirs des jeunes.

Le vernissage aura lieu dans les premiers jours d'octobre. Cette exposition, réalisée entièrement par les jeunes, sera ensuite présentée dans les principales villes de la région parisienne.

Les grèves tournantes

A l'assemblée des cadres communistes tenue à Wagram, après la chute du gouvernement Marie, Jacques Duclos déclarait :

« Les camarades qui estiment que la lutte pour des objectifs partiels dans les usines ne rend pas se trompent : les luttes limitées pour des revendications limitées ont permis des succès importants. »

Toute la stratégie stalinienne est ici remarquablement définie. Et c'est en fonction de cette stratégie que le stalinien Hériveau a fait débrayer les ouvriers boulangers en limitant la revendication à la lutte contre le travail le dimanche et en laissant isoler la grève à la seule corporation des boulangers, sans même appeler les meuniers, les transporteurs de farine à soutenir l'action des boulangers. Le résultat s'est soldé par une grève manquée et, au lieu de raffermir l'unité d'action des boulangers, cette grève les a divisés. Devant l'échec à peu près certain du mouvement déclenché par Hériveau, la plupart des boulangers ont repris le travail, et c'est seulement six cents ouvriers sur six mille qui, à la Grange-aux-Belles, dimanche dernier, votèrent la reprise.

De même, chaque ouvrier observe avec angoisse la tactique des grèves tournantes et limitées. Le Creusot démarre, mais Saint-Etienne ne bouge pas. A Lyon, grève générale, mais de vingt-quatre heures, déclenchée par l'Union départementale. Un puits de mine débraye, rembraye, puis c'est un autre qui démarre.

Au conseil syndical de chez Renault, le leader stalinien demande aux gars ce qu'ils penseraient d'une « bonne petite grève Renault », alors que le sentiment exprimé par les cadres syndicaux de l'usine c'est qu'« il faut y aller tous ensemble ».

Ce sentiment anime l'immense masse des ouvriers, qu'ils soient communistes français, trotskystes, socialistes ou sans parti. Et il est

profondément juste. Car aujourd'hui chacun sent, comprend que pour en finir avec la baisse du pouvoir d'achat et la menace gaulliste, il faut engager un mouvement d'ensemble, généralisé, contre le gouvernement capitaliste, contre tous les gouvernements capitalistes.

Mais c'est justement ce que ne veut pas la direction stalinienne. Les Frachon, Thorez et Duclos ne visent pas à chasser les capitalistes du gouvernement, mais seulement à siéger à leurs côtés dans un gouvernement de coalition, tel que ceux que nous avons connus, de la « libération » à mai 1947. Leur programme ne vise pas à satisfaire une fois pour toutes les revendications ouvrières, ni à engager une lutte décisive contre l'Etat bourgeois, mais à formuler des revendications limitées, à propulser des luttes partielles qui, tout en faisant pression sur le gouvernement de la bourgeoisie, ne mettront pas en question le régime capitaliste lui-même.

Rien ne marquera mieux le caractère capitaliste des dirigeants stalinien que le fait suivant : bien que de nombreux responsables syndicaux, membres également du P. C. F., demandent à leur direction d'organiser des manifestations massives précédées de débrayages, ceux-ci répondent : « C'est à la base de décider. » Les Costes, Carn et compagnie seraient-ils subitement devenus respectueux de la démocratie ouvrière ? Il n'en est rien. Le respect de la démocratie ouvrière n'est pas incompatible, tout au contraire, avec le fait de dirigeants présentant des perspectives et des mots d'ordre généraux. Les dirigeants stalinien affectent une allure « démocratique » pour laisser les militants de base se débrouiller dans chaque usine, indépendamment des autres usines.

Camarades du P. C. F. qui sentez comme tous les ouvriers la nécessité d'une lutte d'ensemble, une lourde responsabilité repose sur vos épaules. Si la tactique des grèves « tournantes » et partielles n'arrive pas à être « débordée » par les masses, il n'y aura pas satisfaction des légitimes revendications ouvrières, il n'y aura pas de gouvernement capable d'appliquer un programme de défense des intérêts ouvriers. La tâche centrale de l'heure, c'est d'imposer ce gouvernement sans capitalistes, mais, pour y arriver, il faut engager des luttes d'ensemble : manifestations de masse dans la rue, sur les boulevards, devant l'Assemblée, les préfetures, etc.

La force de la classe ouvrière est immense. C'est à l'avant-garde ouvrière, organisée ou non organisée, toutes tendances réunies, de la guider, de l'orienter vers des solutions définitives, dans une lutte décisive.

Pierre LAMBERT.

LA CRISE MINISTERIELLE (suite)



(A suivre page 4)

La crise de l'impé

« Notre détresse est telle qu'elle nous oblige à affecter, en 1948, l'aide américaine surtout à nos besoins courants : 42 % de cette aide sont allés aux matières premières, 42 % aux combustibles, pétrole et charbon, 7 % aux produits alimentaires et seulement 9 % à l'équipement. Si ces proportions devaient être maintenues pendant la durée du plan Marshall, la situation de la France serait d'une extrême gravité lorsque ce plan serait arrivé à son terme. Certes, nous avons reconstruit des ports, des voies ferrées, mais les maisons ne se reconstruisent guère et notre agriculture est au-dessous de sa capacité d'avant guerre. Nous manquons de carburants, de métaux non ferreux, de céréales secondaires. Nous n'arrivons à satisfaire que les deux tiers de nos besoins d'importation. »

Paul Reynaud, l'homme des banques et de la grosse industrie, qui défendait en ces termes son projet financier le 8 août, à l'Assemblée nationale, mettait cartes sur table et montrait sans illusion le véritable visage de l'économie française.

Quatre années après la fin de la guerre, la France se trouve encore dans une situation économique des plus précaires. Certes le niveau de production a atteint 115 % du niveau de 1938 (depuis avril 1947 on constate d'ailleurs un quasi-plafonnement : 106 en avril 1947, 107 en janvier 1948, 114 en avril 1948), mais la crise qui secoue l'impérialisme français est-elle résolue pour autant ?

Remarquons d'abord que cette comparaison avec 1948 n'a guère de valeur étant donné que cette année 1938 fut la plus mauvaise de l'entre-deux-guerres. La comparaison avec 1929 — année de haute production — qui laisse croire que la crise sera résolue lorsque la productivité aura

atteint ce chiffre record n'est pas plus sérieuse. Car cette méthode d'analyse qui relève de « l'économisme » le plus étroit ne permet pas de comprendre le fond du problème : à savoir qu'on ne peut juger la situation économique française sans la replacer dans le cadre du fonctionnement de l'économie mondiale.

Ce qui caractérise l'impérialisme où règnent les monopoles, écrit Lénine, c'est l'exportation des capitaux ouvrant la voie à l'exportation des marchandises et la répartition entre les grands impérialismes du marché mondial.

La première guerre impérialiste avait instauré une certaine répartition du marché mondial dans laquelle les vainqueurs de la guerre s'étaient, suivant leur force, octroyés une part plus ou moins grande. C'est pour changer cette répartition que la deuxième guerre eut lieu. Elle se termina par l'éviction totale de l'Allemagne et du Japon et la domination quasi totale de l'impérialisme américain. Les impérialismes anglais et français — à des titres différents — sont aujourd'hui tributaires des U. S. A. et évincés de la plupart des marchés qu'ils possédaient en 1938.

Ainsi la bourgeoisie française a perdu un important marché : le marché balkanique ; elle a liquidé l'essentiel des actions qu'elle possédait à l'étranger et son empire colonial qui était pour elle une énorme source d'exploitation se rétrécit parce qu'elle est contrainte d'accepter les investissements américains comme en Afrique du Nord, ou parce qu'elle ne peut comme au Vietnam rétablir sa domination coloniale. Pour reprendre sa place sur le marché mondial il faudrait que la France soit capable de concurrencer les prix américains. Or elle dispose d'un matériel de production d'une moyenne d'âge de 30 ans, dont une partie importante fut détruite par la guerre.

Le problème le plus urgent qui se posait dès 1944 était de reconstruire ce matériel de production afin de produire plus et à meilleur marché. Incapable d'assumer par ses propres moyens ce rééquipement, la bourgeoisie fit appel à l'impérialisme américain.

Or cette aide, et l'endettement qu'elle représente, n'aura servi à rien : la bourgeoisie avoue que 9 % seulement des crédits ont servi à l'équipement et que si cela continue « en 1952, date à laquelle doit cesser l'aide Marshall ce sera l'effondrement de la production et l'échec du plan ». (Paul Reynaud.)

Ainsi, en 1947, la bourgeoisie a investi 77 milliards dans le rééquipement (26 dans les houillères, 43 dans l'industrie électrique, 8 dans la sidérurgie). Mais ces crédits — à peine le quart du budget militaire — ne font que compenser les amortissements, l'usure courante. Dans le parc agricole, il y a 65.000 tracteurs mais 20.000 sont hors d'âge et il en faudrait un million pour constituer un équipement réellement moderne. La reconstruction des immeubles détruits n'a pas commencé.

Mais la bourgeoisie n'a pas perdu seulement l'essentiel de son marché extérieur, elle est dangereusement concurrencée sur son marché intérieur par la production américaine. En contre-partie de l'aide reçue, elle a livré aux capitalistes américains certaines branches de l'économie nationale, tel le cinéma, et elle ne peut défendre le reste de son marché qu'en dressant des barrières douanières devant la production étrangère.

L'incapacité de la bourgeoisie française de produire plus et à meilleur marché, c'est-à-dire de réduire en fait l'écart qui sépare les prix de revient français des prix de revient américains, mettra de plus en plus la France à la merci